

# Introduction

*Florence Fournet*

L'idée de cet ouvrage est née de la volonté de Gérard Salem de valoriser l'important travail de terrain et d'analyse qui a constitué les fondements du programme de recherche EUTSAO<sup>1</sup>. L'ouvrage retrace les différentes étapes de notre raisonnement collectif pour caractériser les processus d'urbanisation spécifiques passés et en cours qui ont modelé la capitale du Burkina Faso. Il met en valeur l'exploitation de données de terrain originales de l'Unité de recherche PERSAN<sup>2</sup> (UR 093) puis CTEM<sup>3</sup> (UR 178) de l'IRD associant de jeunes chercheurs en géographie et en santé publique, et des partenariats locaux. Ces itinéraires de recherche convergent vers une connaissance géographique approfondie des constructions territoriales de Ouagadougou, appuyée par des marqueurs spatiaux urbains pertinents permettant de différencier des « villes dans la ville ».

Le partenariat établi avec l'Institut national des statistiques et de la démographie (INSD) visait à spatialiser et analyser les données du recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 1996 (matériaux de construction, « attributs sociaux », statuts fonciers des résidents, équipement, quelques modes et pratiques d'hygiène) à l'échelle des zones de dénombrement de la capitale. Ce travail original de cartographie statistique a permis de révéler les grandes inégalités socio-spatiales contemporaines de Ouagadougou.

Conjointement à ces analyses, une étude sur le temps long, des politiques et des constructions territoriales de la capitale était menée. Cette recherche sur la progression diachronique des fronts d'urbanisation, complétée par l'interprétation de missions photographiques aériennes, la collecte de données cadastrales, le traitement d'une image de télédétection SPOT, et les reconstitutions cartographiques d'après des sources orales et historiques, a permis de déterminer les dynamiques urbaines qui expliquent pour partie les disparités socio-spatiales observées à l'issue de l'analyse des données démographiques de 1996.

Ce programme de recherche s'est en outre intéressé aux équipements collectifs urbains qui structurent la ville qui a ainsi été parcourue pour localiser les points collectifs d'approvisionnement en eau, les structures sanitaires publiques et privées modernes, les écoles ou encore les marchés. Des partenariats avec la Direction régionale de la santé du centre, l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA), et l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP, ex-UERD) ont contribué à la réalisation des enquêtes de terrain.

Cet ouvrage sur la construction des grands milieux urbains se veut didactique et pédagogique. Il fournit une démarche de travail reproductible dans d'autres contextes et il offre une base de connaissances synthétique aux

---

1) Environnement urbain et transition sanitaire en Afrique de l'Ouest.

2) Populations et espaces à risques sanitaires.

3) Conditions et territoires d'émergence des maladies.

## Introduction

différentes autorités urbaines, planificateurs et aménageurs, à la société civile et plus généralement à tous ceux qui s'intéressent à la ville de Ouagadougou.

L'urbanisation de la planète constitue un événement majeur à la fois démographique, géographique, social, culturel et politique : trois habitants sur quatre vivent aujourd'hui en ville et les deux tiers de ces citoyens vivent dans des pays du Sud.

Bien que tardivement entré dans le processus d'urbanisation, le continent africain a vu s'accélérer de façon impressionnante la croissance de ses villes. Contrairement à ce que beaucoup pensent, l'Afrique n'est plus essentiellement rurale et elle le sera de moins en moins. Près du tiers de la population africaine vivait en ville en 1990 contre seulement 14,5% au début des années cinquante et les projections des Nations unies prévoient que d'ici à 2030, plus de la moitié des africains résidera en zone urbaine. Le déclin s'est produit dans les années soixante avec le triplement de la population urbaine, suivi dans les années quatre-vingt par une véritable explosion conduisant par exemple le Sahel à multiplier sa population urbaine par dix en 40 ans. Bien que les rythmes se soient aujourd'hui essoufflés, la plupart des capitales croissent encore au rythme d'environ 4% l'an, ce qui signifie un doublement de leur population en moins de 20 ans.

Or, les politiques ont très peu, voire très mal géré, la dynamique de l'urbanisation qui reste en Afrique, un processus relativement informel, et le passage en quelques décennies de villes moyennes à des villes parfois millionnaires pose des questions sociales, des questions d'aménagement et de gestion des espaces de plus en plus aigus. L'extension spatiale des agglomérations suscite de multiples problèmes de voirie, de transport, de logement, d'alimentation

en eau et en électricité, sans parler des différends fonciers opposant les pouvoirs publics au pouvoir traditionnel. De fait, nous nous trouvons devant des milieux hétérogènes où coexistent et s'opposent en un même lieu plusieurs mondes : la ville formelle et planifiée se juxtapose à la ville irrégulière faiblement équipée, dominée par un habitat précaire et peu structuré.

Au sein des pays d'Afrique de l'Ouest, Ouagadougou est un produit urbain historique original (*Planche 1*). À la veille du  $xx^e$  siècle, sa population était estimée à environ 800 000 habitants, soit 6,8% de la population totale du pays mais près de 45% de la population urbaine nationale. La bicéphalie qui a longtemps marqué le pays a aujourd'hui disparu et Bobo-Dioulasso a cessé de jouer les rivales, laissant Ouagadougou prendre la première place.

Les modes d'urbanisation aux fondements et aux logiques spécifiques, corrélés à des encadrements culturels et économiques différents, à des ères politiques et historiques multiples, ont généré des géographies urbaines particulières, faites de rythmes de croissance inégaux, d'enjeux territoriaux et de tentatives de maîtrise des dynamiques spatiales. Les fondements territoriaux et l'agencement spatial des quartiers sont originaux car Ouagadougou est un espace imaginé politiquement par un pouvoir mossi centralisateur très hiérarchisé, un espace pensé militairement et organisé selon un mode ségrégationniste.

Ouagadougou n'a pas de véritable passé urbain et elle n'offre pas à voir les richesses économiques et financières qui illustrent habituellement les villes. Elle présente à la fin du  $xix^e$  siècle une allure modeste plutôt rurale. Son site, sa situation géographique et son climat ne sont, de plus, guère favorables à son expansion.

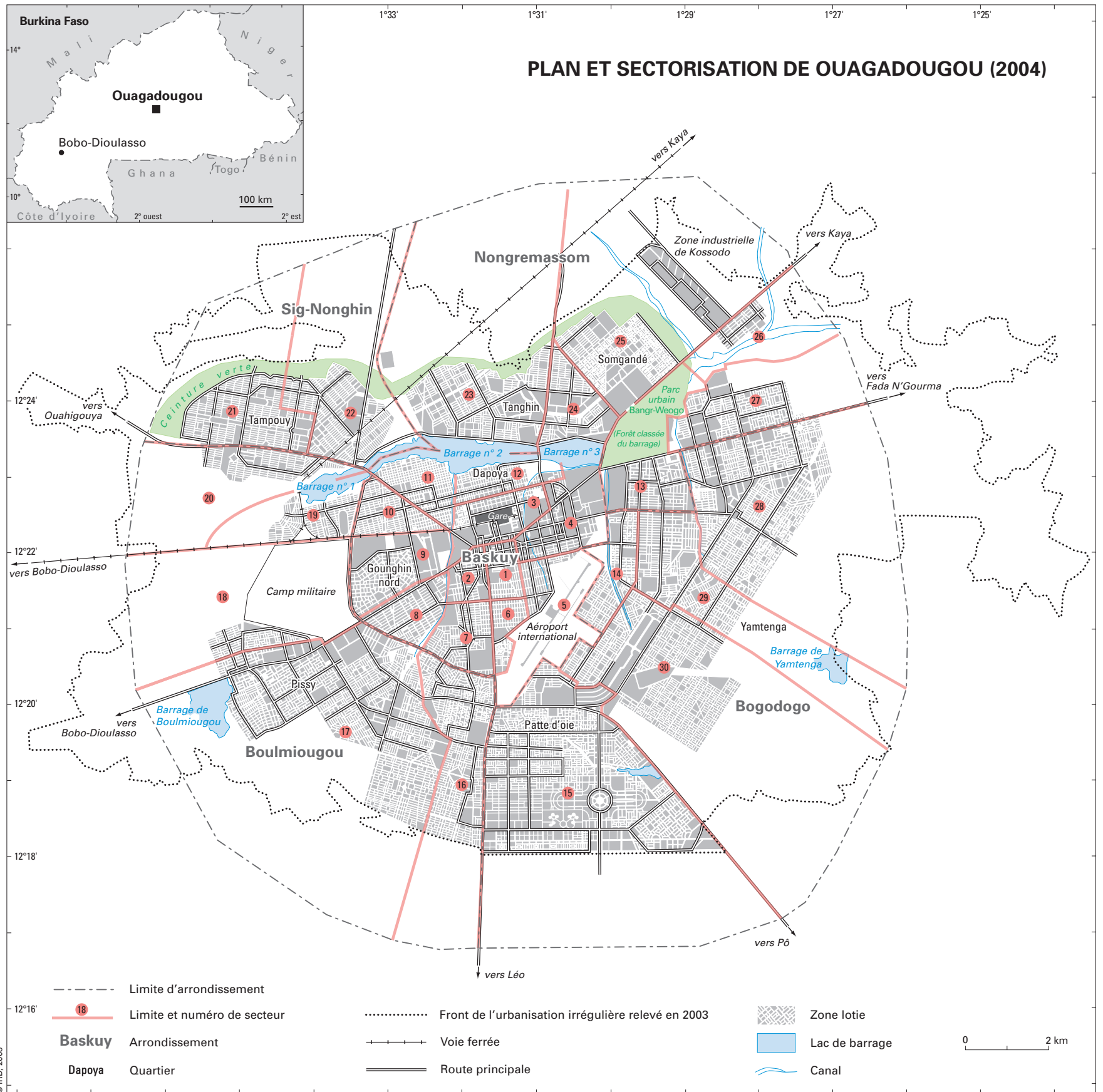
Les évolutions et les configurations successives de l'espace urbain ouagalais sont essentiellement dues à des compositions et des enjeux de pouvoir politiques particuliers. Même altérés par des périodes historiques et des orientations diversifiées, ces derniers apparaissent tels des phénomènes permanents qui gardent l'empreinte du passé.

Ouagadougou a connu des politiques urbaines très diversifiées, des rythmes et des taux de croissance fortement contrastés en termes de grands aménagements, d'infrastructures, d'équipements urbains, de régularisation de la ville spontanée par les lotissements, de « gonflement » exponentiel des fronts d'urbanisation irrégulière, de boom démographique, de densification humaine des anciens quartiers (*Encadré 1*). C'est à l'évidence un modèle urbain sédimenté et spécifique, produit de ces ruptures politiques, en permanence objet et sujet de régularisation spatiale.

En choisissant d'étudier la dynamique spatiale de la capitale du Burkina Faso à travers un siècle d'urbanisation, ce sont bien ces originalités que nous avons cherchées à mettre en perspective.

L'ouvrage s'organise autour de trois parties. La première partie s'attache à retracer la naissance du réseau urbain du Burkina Faso et révèle comment Ouagadougou s'est imposée au sein de ce réseau comme capitale, après plusieurs tentatives. Nous suivons la construction de cette capitale, en termes d'organisation spatiale plutôt qu'historique, de nombreux ouvrages étant par ailleurs consacrés à l'histoire de la société mossi.

La seconde partie décrit les multiples facettes de la ville au travers des déclarations des chefs de ménage issues du recensement de la



© IRD, 2008

Elaboration : Meunier-Nikiema A., INSS-IRD

Sources : couverture aérienne de Ouagadougou au 1/20 000, 1998 ; scène SPOT5 de Ouagadougou, nov. 2002 ; fond de carte IGB, 2002 ; DASU-DGUT, 2003 ; relevés de terrain IRD, 2003

## Introduction

population et de l'habitat de 1996. Bien que relativement anciennes, ces données qui contribuent à une caractérisation des populations et de leurs conditions de vie, n'avaient pas été exploitées d'un point de vue spatial alors même que leur échelle d'analyse est plus pertinente que celle d'autres enquêtes plus récentes comme les enquêtes démographiques et de santé de 2003 par exemple, et que les données du recensement de 2006 ne sont pas encore disponibles (*Encadré 2*).

Dans la troisième partie, la structuration de la ville est analysée à travers ses équipements, modes d'approvisionnement en eau, structures de soins, écoles et marchés. Historiquement, les écoles et les structures de soins constituent pour ainsi dire les premiers équipements apparus dans le paysage ouagalais et l'analyse de leur déploiement est nécessaire à la compréhension des dynamiques spatiales de l'urbanisation de Ouagadougou. Notre choix s'est également porté sur les équipements permettant l'approvisionnement de la population en eau car l'eau se trouve au cœur de jeux de pouvoirs qui se traduisent par des inégalités d'accès, sources et conséquences d'inégalités de santé

qui nous intéressaient tout particulièrement. Quant aux marchés, il nous a semblé intéressant de leur consacrer une partie de cet ouvrage du fait de leur capacité à révéler l'étendue des profils urbains. Leur présence répond à des besoins locaux et dépend de la structure sociale des quartiers, les quartiers très aisés sont par exemple relativement sous équipés en marchés mettant ainsi en évidence des conditions de vie et des comportements différents aux multiples conséquences.

Les chapitres étant signés de plusieurs auteurs, Aude Meunier-Nikiema en a assuré les différentes transitions. Catherine Valton a réalisé un important travail de cartographie destiné à finaliser les planches que nous avons élaborées. Gérard Salem et moi-même avons suivi l'ouvrage jusqu'à son impression.

Cet ouvrage nous a donné l'occasion de centraliser un certain nombre d'informations qui peuvent aider à la compréhension de la ville de Ouagadougou. Nous serions heureux s'il pouvait donner une meilleure connaissance de la ville à ses habitants et à ceux qui cherchent à la découvrir dans ses multiples facettes.»

### Encadré 1

#### OUAGADOUGOU ET SON « NON-LOTI »

Tout au long de cet ouvrage, les termes « irrégulier », « non-loti », « spontané » ou encore « informel » seront utilisés en opposition à « régulier », « loti » et « formel ». Dans une définition simpliste, nous pourrions dire qu'ils opposent la ville légale à la ville illégale même si nous sommes loin des bidonvilles décrits dans d'autres capitales du Sud. Cependant s'il existe des quartiers irréguliers à Dakar ou à Abidjan, les différences sont telles, qu'il est indispensable de définir ce « non-loti » ouagalais.

Si l'on s'en tient aux discours des autorités, le « non-loti » est le lieu des perditions de toutes sortes au point que l'accès au sol n'est plus la seule illégalité du lieu, les populations et leurs comportements sont eux-mêmes devenus frauduleux. Ce tableau est exagéré mais il révèle bien l'ambiguïté du phénomène qui accompagne la croissance de la capitale depuis ses débuts.

S'il est vrai que les populations qui résident dans ces espaces n'ont pas le même accès à la ville que celles des espaces lotis, il serait faux de déclarer qu'elles ne sont pas intégrées à la ville. Ceci étant, du fait de l'absence d'équipement qui caractérise ces zones irrégulières, contrairement à ce que l'on observait dans le quartier de Pikine par exemple dans les années quatre-vingt qui disposait de bornes-fontaines et d'électricité notamment, on peut affirmer que ces populations ne vivent pas vraiment dans la même ville que leurs consœurs parfois seulement éloignées d'une rue ou d'un « six mètres »<sup>1</sup> mais installées dans la zone lotie.

Sur un plan urbanistique, la ville régulière est caractérisée par un réseau de rues hiérarchisées, des quartiers à l'aspect géométrique, la présence d'infrastructures de base comme l'électricité, l'eau à l'intérieur des cours ou au niveau des bornes-fontaines, des îlots d'habitations aux contours nettement marqués (*Illustration 1*). À l'opposé, dans les zones irrégulières dépourvues d'infrastructures, les quartiers apparaissent sans organisation spatiale interne et seules des portions de routes peuvent être repérées au sein d'un réseau de pistes important et inorganisé.

Au-delà de ces considérations, il ne faut pas oublier que les autorités responsables de la gestion des terres cherchent toujours à placer leurs dépendants à proximité d'eux pour étendre leur pouvoir. Cette spécificité a sans doute contribué à une spéculation foncière croissante. Et il faut dès lors distinguer les populations qui cherchent à acquérir une parcelle pour s'y installer de celles qui ne veulent qu'accroître leur patrimoine foncier au risque de voir naître des conflits qui deviennent monnaie courante.

Quoiqu'il en soit, le terme de « non-loti » correspond à une réalité de la vie des habitants de la capitale burkinabè et il ne serait pas possible d'analyser les disparités sociales et spatiales qui s'y font jour sans utiliser ce vocable.

## Encadré 2

### LES DONNÉES ET LEURS SOURCES

Nous avons puisé dans différentes sources de données. Les plus importantes proviennent du Recensement général de la population et de l'habitat de 1996, mis en partie à notre disposition par l'INSD auxquelles s'ajoutent nos propres relevés de terrain.

La principale difficulté, liée à l'utilisation de ces données, réside dans le fait que l'INSD utilise un découpage particulier pour réaliser les recensements, découpage qui change à chaque recensement puisqu'il vise à produire des unités de recensement appelées zones de dénombrement (ZD) regroupant 1 500 à 2 000 personnes qui définissent une journée et demie à deux jours de travail pour un agent recenseur.

Compte tenu de ces changements, on comprendra qu'il est difficile de suivre l'évolution de la population de la capitale à travers les différents recensements réalisés (1975, 1985, 1996) puisqu'ils ne s'appuient pas sur un seul et même découpage de la ville. On conviendra aussi qu'il n'est pas aisé d'appliquer un taux de croissance uniforme à l'ensemble de la ville, entre un centre saturé et des périphéries en pleine expansion.

Il n'existait qu'une cartographie sur papier des ZD du recensement de 1996. L'absence de point de superposition implique qu'il a été difficile, voire impossible, dans les quartiers irréguliers périphériques notamment, de trouver avec précision les limites de certaines d'entre elles. Par ailleurs, les périphéries s'étant particulièrement développées depuis 1996, une partie de la population que l'on y trouve aujourd'hui n'y résidait pas en 1996. Néanmoins, les 680 ZD pour lesquelles nous disposons de repères géographiques ont été cartographiées afin de spatialiser les données du recensement et analyser la distribution des différentes variables choisies. Les données démographiques et de l'habitat relatives à la quinzaine de ZD qui ne pouvaient pas être représentées spatialement dans les parties ouest et sud-est de la ville ont été attribuées par l'INSD aux ZD les plus proches de la ville régulière.

Les variables que nous avons retenues sont l'âge et le sexe des individus des ménages recensés dans les différentes ZD, et celles relatives à l'habitat : type de murs, statut de résidence, mode d'approvisionnement en eau, mode d'éclairage, mode d'évacuation des ordures et mode d'évacuation des eaux usées. Elles permettent de caractériser les profils des différentes ZD en termes de démographie et d'équipements individuels de façon à pouvoir opposer des zones favorisées à des zones plus défavorisées.

Nous avons également utilisé les données issues des relevés de terrain que nous avons effectués entre avril 2002 et mai 2003. Ces relevés ont porté sur les équipements de la ville à l'échelle fine des quartiers et pour chaque type d'équipement (bornes-fontaines, structures de soins, écoles, marchés), les coordonnées géographiques ont été enregistrées au moyen de GPS<sup>2</sup>. Pour ce qui concerne la localisation des établissements scolaires, nous nous sommes appuyés sur des données fournies par l'Institut supérieur des sciences des populations (ISSP) que nous avons mises à jour. Ces informations ont été complétées par la délimitation de l'emprise urbaine de la ville en distinguant la ville régulière de la ville irrégulière. Au sein de la ville irrégulière, une différence a été faite entre la partie densément habitée et la partie moins densément peuplée, cette dernière correspondant le plus souvent à un espace de spéculation foncière où les gens achètent des parcelles aux villageois et attendent le lotissement.

Les autres données sont constituées de cartes, de photographies aériennes fournies par l'Institut géographique du Burkina (IGB) de 1988 au 1/10 000 et de 1998 au 1/20 000, d'une scène de télédétection SPOT5 de novembre 2002<sup>3</sup>. De nombreux documents d'archives et de bibliographie ont par ailleurs été consultés.

- 1) À Ouagadougou, les quartiers sont organisés autour de petites rues transversales non bitumées, dénommées « six mètres ».
- 2) *Global Positioning System*.
- 3) Cette image satellite a été acquise dans le cadre du programme ISIS du Centre national des études spatiales (CNES).



Illustration 1  
**Vue aérienne de la partie ouest de Ouagadougou**  
Opposition entre les espaces lotis bien organisés (en haut) et les espaces non-lotis (en bas)